

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS : MADAGASCAR
TYPE DE RAPPORT : ANNUEL
ANNEE DE RAPPORT: 2021

Titre du projet : PBF/MDG/B-3 : Consolider et accélérer les acquis de la paix à Madagascar durant la crise du COVID-19 (CAP MADAGASCAR)

Numéro Projet / MPTF Gateway: PRF 00125222

Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :

- Fonds fiduciaire pays
 Fonds fiduciaire régional

Type et nom d’agence récipiendaire :

RUNO PNUD (Agence coordinatrice)

RUNO OIM

RUNO UNFPA

Veillez sélectionner

Veillez sélectionner

Nom du fonds fiduciaire :

Date du premier transfert de fonds : 17 décembre 2020

Date de fin de projet : 16 décembre 2021

Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ? Oui

Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :

- Initiative de promotion du genre
 Initiative de promotion de la jeunesse
 Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :

Agence récipiendaire

Budget

PNUD \$ 635 366, 00

OIM \$ 434 999,94

UNFPA \$ 437 745, 56

Total : \$ 1 508 111,50

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 25%

Budgetisation sensible au genre :

Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 19% (\$ 286 541,185)

Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : \$ 62 219,41

Marquer de genre du projet : GEWE 1

Marquer de risque du projet : Moyen

Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l’É

Préparation du rapport :

Rapport préparé par : Eric Richard RAVELOJAONA

Jocelyne RASOANIRINA,

Andrianarivelo RAZAFIMANANTSOA,

Rapport approuvé par : Anna CICHOCKA

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Les staffs du projet, les principaux partenaires et les bénéficiaires du projet ont été mis en place dès le 1^{er} semestre. Les enquêtes de perception sur les thèmes d'intérêt du projet ont été réalisées. Les résultats constituent le baseline référentiel des perceptions et opinions de la population, dans le contexte COVID.

2 comités ad'hoc de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ont été mis en place dans le district de Manjakandriana et à Toamasina. Les 8 centres d'écoutes et des conseils juridiques (CECJ) et 3 portails de signalement au niveau de la Gendarmerie Nationale des 2 régions sont opérationnels.

2 exercices de cartographie des flux de mobilité ont été menés sur les axes RN2 et RN4. Les informations sur les voyages et voyageurs sont enregistrées au niveau des gares routières qui commencent à utiliser le logiciel. 3 gares publiques ont été équipés en matériels informatiques (Maki, Ampasapito, Anosizato). La campagne d'éducation et de sensibilisation sur les mesures de restriction dans le contexte COVID, en partenariat avec le Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie, touche le grand public. La Gendarmerie Nationale a été doté d'équipements de communication.

Le renforcement des capacités des Forces de défense et de sécurité (FDS) aux principes de droits de l'homme et d'état de droit dans l'application et le contrôle des mesures d'ordre public liées à la gestion de la crise sanitaire a été réalisé en engageant 3 consultants issus des FDS. Les études du cadre juridique de la situation de crise sanitaire ont été réalisées au niveau national.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères)

Le projet renforcera les actions en faveur des droits de l'homme et de lutte contre les VBG dans le contexte COVID par :

- La diffusion des rapports sur l'état d'urgence sanitaire
- La réalisation des travaux d'embellissement des 8 CECJ et des 2 centres intégrés
- La poursuite des travaux de réhabilitation des 2 prisons (Antanimora et Ambalatavoahangy)

- La dotation des matériels de protection et d'intrants médicaux contre la Covid-19 au niveau des 2 prisons cibles.

Afin de renforcer le contrôle sanitaire au niveau des gares routières avec les ministères en charge de la Santé et des Transports, le projet va :

- Équiper en intrants médicaux et mobiliers les gares routières cibles ;
- Appuyer le Ministère des Transports dans la rédaction de livrets de vulgarisation et d'un plan d'action pour le déploiement du logiciel de traçage et de suivi des voyageurs.

Enfin, le projet va réaliser :

- La 2ème enquête de perception dans les zones d'intervention en décembre, sur les thèmes d'intérêt du projet pour mesurer les changements de perception induits par les activités menées.
- L'évaluation finale externe indépendante (à partir de décembre) dont les TDR sont en cours de rédaction.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Grâce aux supports de communication sur les mesures de restriction liées au COVID19 développés par le projet, diffusés sur les médias nationaux et locaux le long de la RN2 (Antananarivo – Toamasina) ; et aux sessions d'engagements locaux qui accompagnent ces actions de communications, les publics touchés la population en général est sensibilisée de nouveau sur le respect des gestes barrières, et ceci, dans un contexte généralisé de relâchement sur le respect des mesures. Les publics La population est mieux informée sur la mission et responsabilités des Forces De Sécurité dans le respect de ces mesures, et comprennent mieux que les mesures coercitives prises sont réalisées dans l'intérêt de les protéger face à la propagation du COVID-19. Cette campagne d'éducation et de sensibilisation a permis également d'améliorer l'image de la Gendarmerie Nationale auprès des communautés, pour prévenir plus tard les risques de tensions créées, si des mesures de restriction se mettraient à nouveau en place en cas de nouvelle flambée de l'épidémie. Les gendarmes inspirent généralement la crainte aux yeux des populations, sous prétexte qu'ils font faire des travaux communautaires et qu'ils procèdent à des arrestations. Les témoignages recueillis après les sessions indiquent un changement de perceptions : « les gendarmes sont là pour nous aider à se protéger du COVID-19 », « les gendarmes sont à l'écoute, prêts à dialoguer avec la population ».

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères)

Grâce à des actions de sensibilisation à travers les différents canaux de communication produit dans le cadre du projet (théâtre radiophonique, réseaux sociaux, spots radio, sensibilisation communautaire, affiche, dépliants), la population y compris les personnes victimes de violation des droits humains sont informés sur les types de violences et ont pu saisir les centres de prises en charge pour recevoir les paquets essentiels de services au niveau de ces centres. De plus le renforcement de capacité des acteurs pour la prévention et prise en charge des cas des violences

basées sur le genre leur a amélioré la qualité des services offerts par les structures de prise en charge psychosociale, médicale et judiciaire tout en respectant la non-discrimination, confidentialité et la sécurité des survivantes. Il a été affiché dans le mur que les services rendus par le centre sont gratuits et respectant la confidentialité.

« Suite à la large diffusion des spots et des théâtres radiophoniques, les demandes d'assistance en matière de violence basées sur le genre ont afflué chez nous » - Élément de la Brigade Féminine de Proximité d'Antananarivo

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- “On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;
- “On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1: Les FDS et les autres partenaires clés appliquent les mesures d’ordre public décrétées par le GdM pour lutter contre le COVID-19 de manière transparente, dans le respect des droits humains et de l’état de droit, et avec le soutien de la population dans les régions cibles du projet

Veillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat : **OFF track**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Les renforcements de capacité des FDS ont été réalisés dans les régions Analamanga, Boeny et Atsinanana. Les points de contrôle sanitaire n’étaient pas effectifs, en raison de la fermeture des régions. En somme, 84 personnes ont été formées. 83% des participants n’avaient pas de connaissance suffisante sur la thématique au début de la formation, mais à l’issue de l’atelier, 85% en ont acquis dont 60% avec une note d’acquisition de 15/20, soit 51% des participants.

Les ateliers sur la promotion des droits de l’homme au sein des FDS ont été réalisé avec HCDH et a permis de renforcer la sensibilisation des FDS en matière de droits de l’homme. 84 personnes ont été touchées par les sessions de sensibilisations.

Le guide sur les Droits de l’Homme et le maintien de l’ordre public vulgarisé à travers ces ateliers aide à renforcer les capacités des FDS à appliquer et contrôler les mesures d’ordre public conformément aux principes de droits de l’homme et d’état de droit.

Le protocole d'intervention à l'usage des FDS, adapté au contexte Covid-19 a été élaboré et est validé par les acteurs, avec l'appui de l'Etat-Major mixte opérationnel au niveau national en tant de structure tutelle et bénéficiaire de l'activité.

Les régions bénéficiaires de la formation ont déjà commencé à appliquer le protocole à partir des pratiques et suivis post formation.

2 ateliers ont été réalisés pour mettre à jour les Procédures Opérationnelles Standard (POS). Les POS détaillent les procédures relatives à la détection, la notification et la gestion des cas suspects de COVID-19 dans le transport aérien, terrestre et maritime et servent de cadre procédural pour renforcer les capacités de surveillance épidémiologique et de contrôle sanitaire, dont en font partie les Points de Contrôle Sanitaire (PCS). Les POS sont toujours en cours de validation au niveau du Ministère de la Santé Publique.

Le Rapport PMM sur la RN-2 a été diffusé aux partenaires. 7 sites sont proposés pour déployer les PCS, dont les critères de choix reposent sur la proximité des centres de santé et des forces de l'ordre, le positionnement pour le contrôle des mobilités. Pour contrôler la propagation de l'épidémie, l'Etat a opté pour des mesures de confinements, mais n'a pas pris la décision de déployer encore des PCS.

Le logiciel de traçage et suivi des voyageurs est en cours d'installation au niveau des gares routières. 3 gares publiques ont été équipées en matériels informatiques.

La campagne d'éducation et de sensibilisation sur les mesures de restriction a été réalisée avec le slogan : « Les gendarmes sont vos alliés, et non pas vos ennemis. Ensemble, luttons contre la COVID-19 ». Des sessions d'engagements locaux ont été réalisées à Analamanga et Moramanga, et en cours pour Atsinanana, pour engager des rapports positifs entre les FDS. Pour la suite, les gendarmes et les communautés se sont engagés à poursuivre les dialogues. Les gendarmes feront des tournées régulières au niveau des communes et fokontany pour poursuivre les sensibilisations et discuter des problèmes de sécurité.

Le projet a réalisé une étude de faisabilité pour la mise à niveau des dispositifs informatiques du CCI à Ivato (logiciel ARSSAM), en vue de renforcer son utilisation, les capacités de surveillance et la gestion des informations des entités impliqués (PAF, MSP, CIS, DGD, SEG). Les résultats de l'étude montrent que l'utilisation du logiciel fait face à de nombreux blocages : lourdeur de procédure pour l'acquisition des données, manque ressources humaines affectées au CCI, recours au traitement manuel des informations (fiche d'embarquement et débarquement). Comme ces contraintes seront difficiles à surmonter d'ici la fin du projet, aucune suite ne sera donnée à cette activité.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

La thématique de l'égalité de genre et défis posés par la pandémie du COVID 19 sur les femmes a été intégré dans la formation auprès de FDS de la promotion de Droits de l'homme. Une collaboration a été assuré entre les deux agences HCDH et UNFPA. La session a été animé par l'experte genre et RSS de l'UNFPA. Il s'avère cependant que le sujet doit être encore approfondi, car le thème même si connu, n'est pas encore intériorisé et approprié par les agents. Une stratégie sera élaborée avec l'aide des consultants venant des FDS pour peaufiner l'approche.

Les femmes gendarmes sont particulièrement mis en exergue dans le spot-TV de la campagne d'éducation et de sensibilisation sur les mesures de restriction dans le contexte de la pandémie COVID-19. Les femmes, en tant qu'autorité locale, membres d'associations et simples citoyennes, participent activement durant les sessions de dialogues communautaires.

Résultat 2: L'Etat central et ses structures déconcentrées mettent en œuvre les mesures de réponses institutionnelles sanitaires et socio-économiques du Gouvernement de Madagascar (GdM) au COVID-19 dans le respect des principes de la bonne gouvernance, de transparence et de redevabilité.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **ON track**

Résumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Le projet a appuyé l'organisation d'une conférence débat « Quel état d'urgence sanitaire pour Madagascar » organisé par l'Association nationale pour la justice administrative (ANJA) avec le PNUD et le Friedrich Ebert Stiftung. L'occasion de lancer des réflexions sur les conditions du respect de l'Etat de droit et, particulièrement, de la préservation des libertés publiques s'inscrivant dans la mise en œuvre de Résultat 2 du projet.

Une étude de recherche juridique a été menée par le projet pour documenter et analyser les mesures prises pendant les périodes de l'urgences sanitaires et moyens d'améliorer le cadre juridique en ligne avec les standards internationaux. Les résultats de ce travail ont été présentés le 09 juillet lors d'un atelier auprès des organes de contrôle et redevabilité, praticiens du droit / international, constitutionnel, administratif, de hauts responsables étatiques, des représentants de la société civile et de la presse.

Les missions de Court de Comptes sur les 4 audits ont pu avoir lieu dans les régions. Les recommandations seront présentées lors de présentation du rapport annuel de l'institution.

Le renforcement des capacités des mécanismes de contrôle démocratique (société civile, médias, CNIDH, HCDD) dans leurs missions spécifiques de surveillance, d'alerte, d'interpellation et de rapportage sur la situation des droits de l'homme a été réalisé durant le mois de juin à Majunga (region Boeny), à Toamasina (région Atsinanana), à Diego Suarez (région Diana) et à Fianarantsoa (région Haute Matsiatra) et qui a permis de former 90 personnes au total. 60% des participants ont trouvé leurs connaissances améliorées après les sessions de formation.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

L'égalité de genre fait partie intégrante de renforcement de capacités.

Résultat 3: Les personnes les plus vulnérables bénéficient de mesures spécifiques de prévention et de réponses aux effets négatifs disproportionnellement élevés pouvant affecter certaines catégories de la population, mises en œuvre dans le cadre de la réponse du GdM au COVID-19

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **Off track**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

La limitation des déplacements sur terrain a beaucoup impacté la mise en œuvre du projet notamment les travaux de réhabilitation des CECJ dont le processus devait commencer par des descentes sur terrain (états des lieux). De plus, le Ministère de la Population, partenaire d'exécution dans le cadre de ce projet, avait une contrainte de trouver des offres suffisantes lors du processus de sélection des entrepreneurs. D'où la nécessité de relancer 2 fois les avis à manifestation d'intérêt. Ce qui a causé le retard du démarrage des activités.

Les 2 comités ad'hoc de lutte contre les VBG mis en place dans les régions Atsinanana et Analamanga ont un rôle de coordonner et harmoniser les interventions sur terrain des acteurs sur la lutte contre les VBG. Pour ce faire, 3 réunions de suivi de leurs activités ont été réalisées à ce jour. Les membres de comité ad'hoc de Manjakandriana appuient le CECJ dans la mise en œuvre de leurs actions notamment la sensibilisation au niveau de la communauté.

160 acteurs sont formés sur la protection et la prise en charge des personnes vulnérables et les survivants des VBG dans le contexte de covid-19 à Manjakandriana et à Toamasina. Ceci a beaucoup renforcé les connaissances des acteurs et a amélioré les paquets des services essentiels de soutien des femmes, des jeunes, des personnes handicapées victimes des violences.

3 portails de signalement sont opérationnels au niveau de la gendarmerie de Manjakandriana, et Toamasina. Cette activité facilite l'accessibilité des informations sur les différents types de violences, l'orientation des victimes en ayant besoin vers les autres secteurs de prise en charge (médicale, psychosociale).

8 CECJ à Manjakandriana, pour la région Analamanga et Toamasina I, Valpinson, Vatondry, Mahanoro, Ampasimadinika, Foulpointe, Brickaville pour la région Atsinanana sont fonctionnels et sont dotés en matériels informatiques. Ils effectuent des activités de sensibilisation de proximité, de prise en charge psychosociale, un accompagnement juridique et judiciaire ainsi que le référencement vers la formation sanitaire pour la prise en charge médicale des victimes des violences basées sur le genre.

Les travaux d'embellissement des 8 CECJ ainsi que les 2 centres intégrés, l'opérationnalisation des portails de signalement de la Gendarmerie et la continuité de prise en charge des femmes victimes des violences vont se suivre en novembre et décembre.

Sur le plan prévention de la propagation de la Covid-19 en milieu carcéral, les travaux de réhabilitation des infrastructures sanitaires (toilettes, points d'eau, douche ...) et construction des salles d'isolement au sein des établissements pénitentiaires prioritaires (Antanimora et Ambalatavoahangy) sont en cours de mise en œuvre et seront poursuivis en novembre.

Les responsables en charge du service nettoyage au niveau de ces 2 établissements ont été formés sur la « prévention et contrôle des infections » et sur l'hygiène : PCI-WASH, en collaboration avec le Ministère de la santé publique et l'UNICEF. Les personnels du service de la santé au sein de l'infirmerie de ces 2 établissements pénitentiaires ont été formés aussi sur le dépistage Covid-19 par les médecins de l'OMS et du MinSanP, en partenariat avec le ministère

de la justice. Des matériels permettant de pratiquer les formations ont été remis à chaque maison centrale.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Il est à noter que 45% des membres des comités ad' hoc du projet mis en place sont des femmes et pour la formation des acteurs, 57% des bénéficiaires sont des femmes.

Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères) Une enquête de perceptions a été réalisée au mois d'avril 2021 sur les thèmes d'intérêt du projet. Une réunion du comité technique du projet a eu lieu en mars 2021.</p> <p>Deux missions de suivi des membres du comité technique ont été réalisées en aout et novembre 2021.</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Partiellement Certaines sources restent encore à identifier mais certains indicateurs (1.b, 2.a et 3.a) les bases de données sont fournies par les enquêtes.</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? OUI</p> <p>Enquête de perception initiale en avril 2021 Enquête de perception finale en cours de préparation</p>
<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 40 000 \$</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): Un draft de TDR de l'évaluation externe est en cours de discussions au niveau des trois agences, et sera partagé à PBF. La sélection du prestataire sera réalisée en novembre, pour un démarrage envisagé de l'évaluation en décembre</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$):</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.

- 1) Ajustements financiers : Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$

- 2) Ajustements non-financiers : Veillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

- 3) Veillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le projet en collaboration avec le ministère de la justice, le ministère de la santé publique, l'UNICEF et l'OMS a favorisé la vaccination au niveau de la prison Antanimora – Antananarivo. Suite aux sensibilisations effectuées, 173 détenus ont été vaccinés volontairement en date du 16 juin.

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 : Les FDS et les autres partenaires clés appliquent les mesures d'ordre public décrétées par le GdM pour lutter contre le COVID-19 de manière transparente, dans le respect des droits humains et de l'état de droit, et avec le soutien de la population dans les régions cibles du projet	Indicateur 1.a % de FDS et acteurs clés qui appliquent les mesures d'ordre public décrétées par le GdM pour lutter contre le COVID-19 suivant les normes	0	+25%	Juin : 0% Novembre : +25%	0	Fréquence de collecte : fin de projet Indicateur à modifier en « fin de projet » uniquement
	Indicateur 1.b % de la population estimant que les interventions des FDS et des autres acteurs dans le cadre de l'application des mesures décrétées sont conformes aux principes de DH	84%	+25%	Juin : 0% Novembre : +10%	0	Proposition de révision à la baisse de la valeur Cible de fin projet à 10% (au lieu de 25%) comme le résultat de l'enquête (Base de données) est déjà à 84%
	Indicateur 1.c Violation des DH par la FDS en régression		-50%	Novembre : -50%	0	A évaluer à la fin du projet (En cours de réflexion pour la Base de données)



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Produit 1.1	Indicateur 1.1.1 Opérationnalité du protocole d'intervention des FDS adaptés au contexte de réponse COVID-19	Non disponible	Protocole disponible et appliqué	Juin : Non disponible Novembre : protocole disponible et appliqué	Disponible	
	Indicateur 1.1.2 % des cadres des FDS sensibilisés ayant une acquisition de connaissance sur le Due Diligence Policy	0	75%	Juin : 50% Novembre : 75%	75%	3 ateliers réalisés
Produit 1.2 Les dispositifs de sécurité publique et les directives visant à limiter la propagation du virus sont déployés de manière rationnelle, proportionnée, et valorisant l'adhésion de la population	Indicateur 1.2.1 Nb de régions dans lesquelles les FDS sont déployées de manière rationnelle et dans lesquelles des dispositifs alternatifs de veille et de contrôle sanitaire sont appliqués	0	4	Juin : 0 Novembre : 4	0	Les Points de Contrôles Sanitaire ne sont pas effectifs, en raison de la fermeture des Routes Nationales. Les Gares Routières publiques, qui desservent plusieurs destinations, seront appuyées dans le contrôle sanitaire.
	Indicateur 1.2.2 Nb de sessions d'engagements local réunissant les FDS, les autorités locales et traditionnelles conduites pour engager un rapport positif dans l'application	0	20	Juin : 0 Novembre : 20	15	15 sessions d'engagement réalisées dans la région Analamanga (10), Alaotra Mangoro (5) et Antsinanana (5)



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	et le contrôle de mesures contraignantes					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1 Fréquence des interventions des organes de contrôle interne des FDS augmentée pour normaliser l'intervention des équipes FDS opérationnel sur terrain	0	+25%	Juin : 0% Novembre : +25%	0	Les collectes de données seraient réalisées lors de l'enquête de perception.
	Indicateur 1.3.2 Pourcentage des éléments opérationnels des FDS ayant une acquisition des connaissances sur les droits de l'homme et le respect de l'Etat de droit	0	50%	Juin : 25% Novembre : 50%	50%	
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
Résultat 2 L'Etat central et ses structures déconcentrées mettent en œuvre les mesures de	Indicateur 2.a % de la population estimant que la gestion de la réponse à la Covid 19 se fait de manière transparente	25%	+25%	0	0	Collectées au début et à la fin du projet



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapas d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
réponses institutionnelles, sanitaires et socio-économiques du GdM à la COVID-19 dans le respect des principes de la bonne gouvernance, de transparence et de redevabilité.	Indicateur 2.b Nombre de mesures prises/dispositifs mis en place par l'Etat pour promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité dans le cadre de la réponse à la Covid 19 (dispositif légal/institutionnel/disciplinaire...) Disponibilité des textes des mesures/dispositifs prises par l'Etat dans le cadre du Covid-19 Recueil de texte disponible et vulgarisé	Non disponible	Disponible	Juin : Non disponible Novembre : disponible	0	Disponibilité en novembre Il s'agit des recueils de textes sur les mesures prises durant l'Etat d'urgence. Une activité préalable a été réalisée : une conférence/débat avec les praticiens et juridictions sur les recueils de texte et pour discuter de l'application de l'Etat d'urgence a été organisée Rapport final en cours de validation
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 Les capacités institutionnelles de contrôle des principes de la bonne gouvernance, de la transparence et de	Indicateur 2.1.1 Nombre des communiqués/articles/rapports d'interpellation produits par les entités de contrôle démocratique relatifs à la gestion des réponses à la pandémie de la Covid 19	0	+20	Juin : +10 Novembre : +20%	0	Indicateur indirect, qui dépend des différentes contraintes de partenaires au-delà de la volonté du projet . Une discussion avec les entités sera entamée sur les contraintes rencontrées par les entités qui les ont empêchés de publier les rapports.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
la redevabilité des institutions et organismes clés de contrôle démocratique sont renforcées et consolidées	Indicateur 2.1.2 Nombre de rapports sur la gestion des ressources relatives aux réponses Covid 19 produits par la Cour des comptes	0	4	Juin : 2 Novembre : 4	0	Les missions d'audit de Court de Comptes lié à la lutte contre la Covid ont été réalisés dans les régions Atsinanana (Toamasina), Alaotra Mangoro (Moramanga et Ambatondrazaka) Haute Matsiatra (Fianarantsoa) et Boeny (Mahajanga). Le projet est actuellement en attente du rapport final validé de la cour des comptes (cela doit attendre l'audience prévu au début décembre au niveau de la cour des comptes)
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					Doublon
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 3 Les personnes les plus exposées aux risques de tensions, conflits et violences bénéficient de mesures spécifiques de prévention et de réponses du GdM en matière de violences basées sur le genre et de COVID-19.	Indicateur 3.a Pourcentage de la population cible estimant que les réponses déployées répondent à leurs besoins spécifiques dans le contexte de la pandémie de Covid 19.	64%	+25%	Juin : 64% Novembre : 89%	0	Collectées au début et à la fin
	Indicateur 3.b Pourcentage des femmes satisfaites de la prise en charge au sein des centres d'hébergement d'urgence	0	50%	Juin : 10% Novembre : 50%	10%	Données en cours de collecte
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1 Les capacités institutionnelles et les dispositifs communautaires de prévention et de réponse aux VBG sont renforcés	Indicateur 3.1.1 Existence d'un comité ad-hoc appuyant la structuration et la révision des dispositifs et critères d'identification des actions de réponse en faveur des personnes les plus vulnérables opérationnel	Non	Oui	Juin : Oui	Oui	2 comités ad'hoc dans la région Analamanga et la région Atsinanana depuis le mois de Mars.
	Indicateur 3.1.2 Nombre de structures incluant les centres d'écoute et de conseils	3	10	Juin : 3 Juillet : 11 Novembre : 13	8	Limitation de déplacement de l'ingénieur chargé de faire le plan et les cahiers de



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	juridiques opérationnels au niveau des districts du projet					charges des travaux de réhabilitation des structures.
Produit 3.1 Les capacités institutionnelles et les dispositifs communautaires de prévention et de réponse aux VBG sont renforcés	Indicateur 3.1.3 Nombre de victimes de violences traitées au niveau des différentes structures (CECJ, Structure FDS, Centres de santé)	1062	3162	Juin : 1062 Novembre : 1594	1 594	Données en cours de collecte auprès des CECJ Données cumulatives
	Indicateur 3.1.4 Nombre de survivantes de VBG référées	235	640	Juin : 235 Novembre : 300	300	Données en cours de collecte auprès des CECJ
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1 Pourcentage du personnel de l'administration pénitentiaire au niveau des zones cibles ayant des notions de droits de l'homme adaptées à la mise en œuvre de leur mission	0	60%	Juin : 30% Novembre : 60%	0%	Les ateliers sont en cours : 9-12/11 Antananarivo (30 participants) 15-18/11 Fianarantsoa (30 participants) 15-19 Antsinanana (30 participants) L'indicateur sera mis à jours pour le rapport final.
	Indicateur 3.2.2 Nombre d'établissements pénitentiaires disposant d'installations sanitaires accessibles à tous les détenus et respectant les règles d'hygiène, les	0	2	Juin : 0 Novembre : 2	0	Travaux de réhabilitation et de construction en cours de mise en œuvre (Ambalatavoahangy et à Antanimora) et seront terminés le fin Novembre.



United Nations
Peacebuilding

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	mesures préventives contre la covid-19					
	Indicateur 3.2.3 Nombre d'établissements pénitentiaires disposant des kits de dépistage de la covid-19 et de dispositif de prise en charge des malades.	0	2	Juin : 1 Novembre : 2	1	Les personnels de santé des 2 prisons sont formés (théorique et pratique) sur le dépistage Covid-19 en collaboration avec les médecins de l'OMS et du Ministère de la santé publique. Le projet a appuyé, en collaboration avec le SNU (dans le cadre du programme COVAX, et l'Unicef) la campagne de vaccinations dans la prison d'Antananarivo, 173 détenus ont été alors vaccinés.